

1 Motion de CAA Créteil du 24 juin

2

3 La politique d'austérité imposée par la commission européenne, le FMI et la BCE enfonce de  
4 nombreux pays dans la spirale de la récession. Elle fait peser sur les peuples le poids de la  
5 dette et des orientations économiques, elle préserve volontairement les profits des plus riches  
6 et des grands groupes internationaux. Dans plusieurs pays, dont la Grèce est le symbole le  
7 plus marquant, le poids d'un ensemble de mesures brutales est insupportable pour les peuples  
8 qui perdent leur **souveraineté**.

9 La France n'échappe pas à cette politique et à sa conséquence, la récession. Le taux de  
10 chômage dépasse les 10%. Certains politiques et économistes dont on connaît les affinités  
11 « se réjouissent » du coup d'arrêt sur les salaires et le pouvoir d'achat, une première dans  
12 notre pays : cette stagnation va enfin permettre de « rattraper la prétendue compétitivité  
13 perdue » par la France. Ce dogme de la compétitivité est régulièrement matraqué dans les  
14 médias pour faire passer la politique d'austérité. Le président Hollande se contente  
15 d'incantations à « l'inversion de la courbe du chômage » sans proposer une réelle alternative  
16 qui permettrait une relance de l'activité de notre pays. Le maquillage des chiffres du chômage  
17 par la vieille recette des emplois aidés (emploi avenir ...) n'est qu'un pis aller. C'est une tout  
18 autre politique qui est attendue et nécessaire. Hollande se contente de céder aux pressions du  
19 patronat et de la commission européenne sans tracer de perspectives.

20

## 21 **Retraites**

22 La transcription de l'ANI dans la loi a montré que le président et sa majorité reprenaient à leur  
23 compte l'essentiel des exigences du MEDEF. **Les intérêts des salariés vont-ils être à**  
24 **nouveau sacrifiés au profit de ceux du patronat lors de cette nouvelle réforme des**  
25 **retraites?** Après les injonctions de la commission européenne, les français ne sont pas dupes  
26 des gesticulations médiatiques de Hollande revendiquant l'indépendance de la France. Le  
27 rapport Moreau tire tous azimuts : « équité » publique/privé, ciblage des fonctionnaires,  
28 corrélation non justifiée entre l'espérance de vie et la durée de cotisation. Pour la première  
29 fois, mise à contribution des retraités : désindexation, augmentation de la CSG, augmentation  
30 des impôts par la suppression des 10% sans rapport avec le rétablissement de l'équilibre des  
31 caisses de retraite. Comme en 1993, 2003 et 2010, le matraquage médiatique a pour but de  
32 préparer les mesures agressives du gouvernement qui apparaîtront comme un compromis en  
33 retrait après cette exposition de la politique du pire.

34 A terme, l'équilibre comptable des caisses de retraite dans 30 à 40 ans sera assuré par le taux  
35 de natalité qui reste élevé en France. En réalité, la crise et les choix politiques en faveur des  
36 plus riches et des grandes entreprises sont à l'origine du déficit des caisses de retraites. Notre  
37 pays a besoin de travail, d'emplois et d'une juste répartition des richesses produites. En  
38 restreignant le débat aux fameux « trois leviers », hausse des cotisations **salariales**, baisse des  
39 pensions, allongement de la durée des cotisations, les entreprises sont toujours épargnées, les  
40 salariés et les retraités sont toujours pénalisés. Dans ses annonces de la conférence sociale, le  
41 gouvernement semble s'orienter vers la mesure hypocrite et incohérente de l'allongement de  
42 la durée de cotisation à 44 ans en maintenant l'âge de départ à la retraite à 62 ans, ce qui va  
43 entraîner de facto une baisse des pensions. Au fil des réformes des retraites, le système par  
44 répartition est attaqué pour introduire la capitalisation et les assurances individuelles pour le  
45 plus grand profit de certaines firmes avides de profiter de cette catastrophique régression  
46 sociale.

47 C'est sur le plan politique et sur un choix de société solidaire que la lutte et la mobilisation  
48 doivent être menées. Une répartition des richesses socialement équitable, un retour sur une  
49 répartition capital/travail plus équilibrée seront au cœur de la plateforme d'action. Pour la  
50 quatrième fois le renforcement de mesures qui ont montré leur inefficacité va être proposé.

1 Les difficultés de mobilisation rencontrées par le mouvement syndical et la FSU depuis un an  
2 montrent qu'une grande campagne de communication et d'explication est nécessaire. Dans  
3 notre secteur, cette campagne doit s'adresser en particulier à nos jeunes collègues qui ont  
4 perdu confiance dans la possibilité de construire un système de retraite viable. La FSU doit  
5 rester sur ses revendications : retraite à 60 ans et à taux plein, 37 annuités et demi, calcul sur  
6 les 6 derniers mois.

7 La convergence et l'unité la plus large doivent être recherchées. Tous les salariés et tous les  
8 retraités sont concernés. Parmi les organisations syndicales, la FSU doit retrouver la place  
9 singulière et unifiante qui a permis d'asseoir sa reconnaissance et sa représentativité. Sans  
10 naïveté, une plateforme claire et sans complaisance doit être construite dans la convergence  
11 avec les organisations syndicales qui nous sont proches pour mobiliser l'ensemble des salariés  
12 dans l'unité et entraîner ainsi l'ensemble des autres organisations.

13

#### 14 **Dans l'éducation**

15 Le discours du pouvoir sur la priorité accordée à l'éducation est battu en brèche par la réalité.  
16 Au niveau national, la suppression de 2000 AED et le retour pour les futurs collègues à la  
17 situation salariale précédant la masterisation sont autant de signes du refus d'un  
18 investissement dans l'éducation susceptible de revenir sur les conséquences catastrophiques  
19 de la politique menée depuis 2003. La reconduction pour la quatrième année du gel du point  
20 d'indice et *les principaux axes de la loi d'orientation (LPC, école du socle, maintien de la*  
21 *réforme du lycée...)* témoignent également des continuités à l'œuvre d'une majorité à l'autre.  
22 L'attractivité de nos professions diminue en même temps que nos salaires et nos conditions de  
23 travail se dégradent et à moins qu'une forte mobilisation ne l'y contraigne, le gouvernement  
24 s'installera dans ce choix d'une politique pédagogique réactionnaire et libérale dans un  
25 contexte de pénurie de personnel enseignant et éducatif et de baisse continue du pouvoir  
26 d'achat.

27 **Le SNES s'oppose également aux demandes répétées de certaines organisations de**  
28 **parents d'élèves de raccourcir les vacances d'été.**

29

#### 30 **Dans l'académie,**

31

32 Le bilan du mouvement intra-académique permet de mesurer les conséquences concrètes de  
33 ces choix politiques. Si le mouvement intra-académique a gagné cette année en fluidité avec  
34 davantage de participants non-obligatoires qui obtiennent leur mutation, cette hausse n'est  
35 pourtant pas signe de bonne santé pour notre académie. En effet, davantage de postes se  
36 retrouvent vacants après le mouvement (70 postes non pourvus en documentation, 47 en  
37 anglais ou encore 93 en mathématiques...). ***La situation sera particulièrement difficile dans***  
38 ***les CIO : 69 postes étant restés vacants après le mouvement. A la rentrée, au moins 40%***  
39 ***des postes seront couverts par des Copsy non titulaires.*** La conséquence sera l'affectation de  
40 tous les TZR dès la phase d'ajustement, l'emploi de toujours plus de contractuels dans  
41 l'académie **et l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires qu'on essaye**  
42 **d'imposer aux collègues.** Les difficultés de remplacement seront donc toujours plus  
43 importantes l'année prochaine, particulièrement dans certaines matières comme les  
44 mathématiques **ou pour les CPE dont il ne reste qu'un seul TZR** et dans certaines zones de  
45 l'académie comme le sud et l'est de la Seine-et-Marne. Le seul moyen de répondre à cette  
46 difficulté serait un autre calibrage par le ministère avec davantage **de personnels** arrivants  
47 dans l'académie. Le seul moyen de permettre un autre calibrage serait d'augmenter les  
48 recrutements en rendant nos métiers plus attractifs par une hausse des salaires et une  
49 amélioration des conditions de travail.

1 La deuxième particularité de ce mouvement est le blocage de 136 postes dans les  
2 établissements ECLAIR pour y stabiliser des contractuels. Ces établissements ont ainsi le plus  
3 fort taux de collègues non-titulaires de l'académie. Il devient urgent de mettre fin à ce  
4 dispositif et de briser cette mécanique infernale qui confie aux collègues dans les situations  
5 les plus précaires les élèves les plus en difficulté.

6  
7 Le SNES a constaté, lors du CTA de juin 2013, que l'académie perdait 260 postes d'ASSED,  
8 ce qui représente 56% de la dotation exceptionnelle obtenue en 2012. Face à nos questions  
9 pour obtenir des informations sur la répartition de ces suppressions dans les collèges,  
10 l'administration s'est enfermée dans le silence et a refusé de communiquer aux organisations  
11 syndicales les éléments dont elle disposait avant les CTSD de la fin du mois de juin.

12 Ces différents éléments vont amener à une poursuite du développement de la précarité, à la  
13 fois par l'embauche de contractuels pour suppléer l'absence des professeurs titulaires, et par  
14 l'embauche massive de CAE/CUI et **EAP** pour compenser la diminution des postes d'ASSED.  
15 Le SNES ne peut accepter ces choix et considère que seuls des emplois statutaires répondant à  
16 la réalité des besoins peuvent **assurer l'encadrement et l'accueil des élèves dans les**  
17 **meilleures conditions. Les vies scolaires ne peuvent servir de variable d'ajustement. Les**  
18 **EAP, dont la mise en place doit être voté dans les CA, n'ont pas vocation à se substituer**  
19 **aux personnels de vie scolaire.**

20  
21  
22 **Pour résorber la précarité** il est clair que la loi Sauvadet n'est pas efficace. Dans  
23 l'académie, alors que plus de 3000 collègues précaires ont été employés cette année, seuls 250  
24 à 300 d'entre eux devraient être titularisés par ce biais. Les conditions inacceptables dans  
25 lesquelles se sont déroulées ces épreuves ont conduit le SNES à intervenir à tous les niveaux  
26 pour dénoncer le scandale qu'elles constituent et tenter d'arracher le plus grand nombre de  
27 titularisations possible. Formation insuffisante, manque de moyens accordés à l'organisation  
28 et à la passage des épreuves et surtout conditions d'éligibilité trop restrictives et non vérifiées  
29 avant les épreuves : les collègues non-titulaires ont été traités d'une manière indigne et l'on a  
30 abouti à la situation inadmissible de voir de nombreux collègues reçus à l'examen **ou au**  
31 **concours** mais déclarés inéligibles. Le SNES demande qu'une solution soit trouvée pour ces  
32 collègues et *la titularisation de tous y compris des personnels de la MGI dans le cadre du*  
33 *CPIF.*

34  
35 **Précarité en hausse, augmentation du nombre d'élèves, suppressions de nombreux**  
36 **postes d'AED, les conditions de rentrée s'annoncent extrêmement difficiles en septembre**  
37 **2013.**

38  
39 **En collège**, malgré des créations de postes, la hausse démographique se poursuit et entraîne  
40 une forte augmentation des effectifs par classe. *De plus en plus, les classes ouvertes après le*  
41 *mois de février le sont avec des dotations incomplètes. Les établissements sont contraints de*  
42 *réduire leur offre de formation et leurs dispositifs d'aide pour accueillir ces nouvelles*  
43 *divisions.* A cela s'ajoute les choix des directions académiques qui, pour éviter que les  
44 effectifs par classe n'exploient, rabotent tous les dispositifs périphériques qui pouvaient  
45 permettre de travailler différemment avec les élèves (ULIS, CLA, classes-relais...). Cela va se  
46 ressentir d'autant plus que les postes de titulaires ouverts sur l'académie n'ont pas tous été  
47 pourvus.

48  
49 **En lycée**, il est possible de dresser un premier bilan la mise en oeuvre des nouvelles épreuves  
50 en CCF pour les oraux de langues vivantes et les épreuves de STI2D notamment. D'après la

1 quarantaine de lycées sur les 130 de l'académie qui ont répondu à notre questionnaire, ces  
2 épreuves en CCF se sont déroulées dans des conditions de parfaite inéquité entre  
3 établissements au prix d'une sévère augmentation de la charge de travail des collègues.  
4 L'attaque en règle lancée par le SNPDEN sur le supposé coût caché du baccalauréat est une  
5 manière de remettre une nouvelle fois en cause l'examen terminal. Celui-ci, selon le syndicat  
6 majoritaire des chefs d'établissement, gagnerait à être remplacé par un contrôle continu pur et  
7 simple : cette solution, indolore pour les proviseurs, augmenterait la charge de travail des  
8 enseignants réduisant d'autant le temps d'enseignement au profit d'une évaluation permanente  
9 des élèves ; elle aboutirait surtout à un "bac maison".  
10 Le baccalauréat ne doit pas devenir un certificat de fin d'études secondaires, il doit rester le  
11 premier diplôme universitaire. Le SNES Créteil appelle à ce que tout soit fait pour défendre,  
12 dans les médias et auprès de l'opinion publique et des collègues, le principe d'un examen  
13 terminal, national, anonyme et évalué par des examinateurs extérieurs au lycée.

### 14 15 **Voie technologique**

16 *Nous constatons une forte baisse des capacités en première ST2S qui est la conséquence de*  
17 *la création du Bac pro ASSP (70 divisions de terminale ouvertes dans l'académie) et de la*  
18 *réforme du lycée. Depuis 2 ans les inscriptions baissent en STI2D. Ministère et rectorat*  
19 *encouragent cette baisse en supprimant les classes passerelles et en faisant miroiter les*  
20 *mêmes poursuites d'études alors que les contenus des programmes de bac pro n'y*  
21 *préparent pas. De même les inscriptions baissent en BTS car les élèves de série*  
22 *technologique sont poussés à s'inscrire en IUT. Dans ces conditions, la question de la*  
23 *survie de la voie technologique se pose. Le SNES et la FSU l'avaient prévu au moment de*  
24 *la création des Bac pro 3 ans. Le SNES doit défendre les certifiés qui sont reconvertis vers*  
25 *la voie professionnelle contre leur gré. On peut ainsi nourrir des craintes pour 13 collègues*  
26 *dans l'académie, sans poste suite au mouvement. SNES et SNUEP au sein de la FSU*  
27 *doivent proposer une réorganisation des cursus et des contenus qui redonnent leur identité*  
28 *aux voies professionnelle et technologique de manière cohérente.*

29  
30 La rentrée 2013 dans les lycées de l'académie s'annonce elle aussi compliquée. A cette date,  
31 plus de 1000 élèves sortant de 3ème n'ont pas été affectés, essentiellement en Seine-Saint-  
32 Denis et en Seine-et-Marne. A l'évidence, il manque 30 classes de seconde dans l'académie.  
33 Le rectorat crée en urgence des divisions de seconde dans des lycées qui sont déjà en  
34 surcapacité. Le SNES conteste ces ouvertures de dernière minute qui se font après la  
35 nomination des enseignants, alors qu'elles étaient prévisibles bien en amont et que des  
36 resectorisations, pourtant promises par les directions académiques, n'ont pas été réalisées. Le  
37 volume des ouvertures tardives ne cesse de croître d'année en année et révèle les procédures  
38 inadaptées de l'administration, qui limite en mars les ouvertures de divisions dans le but de  
39 surcharger les effectifs des classes. L'académie de Créteil est en queue des résultats au bac et  
40 pourtant sa dotation moyenne par élèves est 20% inférieure à celle de l'académie de Paris. Le  
41 SNES Créteil demande que des moyens à la hauteur des enjeux soient attribués à l'académie.

42  
43 Ces différents constats laissent augurer d'une rentrée 2013 particulièrement difficile dans  
44 notre académie. Ils marquent aussi un changement de discours de l'État qui semble maintenant  
45 considérer que la promesse de création de 60 000 postes ne concerne plus que les postes  
46 d'enseignants, et qu'une partie d'entre eux sera prise sur les autres emplois de l'Éducation  
47 nationale, y compris les emplois de vie scolaire. La préservation du système éducatif n'est  
48 donc plus d'actualité et il sera autant touché par l'austérité que les autres ministères.

49 Il apparaît donc plus que jamais nécessaire qu'une action soit menée dès la rentrée dans le  
50 domaine éducatif par notre syndicat et étendu à la FSU si possible. Le SNES Créteil estime

1 que la grève doit d'ores et déjà être mise en débat auprès des syndiqué-e-s. Il appelle à des AG  
2 de rentrée dans tous les établissements de l'Académie sur les conditions de rentrée et sur  
3 l'opportunité d'une grève dans le courant du mois de septembre, soit au niveau national, soit  
4 au niveau académique. Si les conditions ne sont pas réunies pour lancer dès aujourd'hui un  
5 appel à la grève académique, la grève décidée par la FSU 93 pour le 12 septembre doit servir  
6 de point d'appui dans les deux autres départements de l'académie.  
7

8 Ce travail de mobilisation sur les questions éducatives doit s'accompagner d'une campagne  
9 sur les retraites. Une première circulaire sur le sujet est envoyée aujourd'hui aux s1 en format  
10 papier et à tous les adhérents en format PDF. Notre publication longue envoyée dès les  
11 premiers jours de septembre à tous les adhérents y consacra une large part. Les FSU  
12 départementales organisent des réunions « retraites » à la rentrée. Nous devons nous préparer  
13 à multiplier les heures syndicales très rapidement dans l'année pour convaincre la profession  
14 que d'autres solutions plus efficaces et plus justes sont à la fois possibles et nécessaires. Ce  
15 travail syndical constitue une étape essentielle du mouvement social extrêmement puissant  
16 qui sera nécessaire pour faire reculer le gouvernement et les capitalistes qui lorgnent sur le  
17 pactole que représente pour eux la privatisation même partielle des retraites et de la protection  
18 sociale. **Cette nouvelle réforme nous ferait subir** un nouvel accroissement de la spéculation  
19 financière et un retour à « la retraite des morts » et à une situation où pour une part importante  
20 de la population l'arrêt de l'activité professionnelle signifiera la chute dans la pauvreté. **La**  
21 **FSU doit peser pour que la mobilisation prenne la forme d'une journée de grève dès la mi-**  
22 **septembre associant salariés et retraités du public comme du privé dans le cadre d'un plan**  
23 **d'action à plus long terme avec une plateforme claire.** A l'évidence, la responsabilité du  
24 SNES, de la FSU et du mouvement syndical dans son ensemble sera immense à la rentrée  
25 2013.  
26